



Compte Rendu du CA de l'UL du 23/05/2017 par le SnpTES

Le CA débute à 9h15

26 administrateurs présents et 4 procurations.

Ouverture de séance par G. Krausener, doyen de l'assemblée. Une minute de silence est respectée suite aux événements de Manchester.

Rappel par le DGS des opérations électorales qui ont conduit à la configuration de ce CA. A noter un taux de participation pour les élections au CA du 4 avril 2017 de 63,5%, soit 10 points de plus que l'élection de 2012.

1. Election du Président de l'Université de Lorraine

Présentations de 20 minutes pour chaque candidat, sans interruption.

Après tirage au sort, l'ordre de passage est : C. BENZITOUN (CB), Y. GRANJON (YG), JL GUEANT (JLG), P. MUTZENHARDT (PM).

Présentation de C. BENSITOUN

Problème principal de l'UL : la concentration des pouvoirs. Par exemple, le CT a émis en 2015 deux votes unanimement contre, l'avis n'a pas été suivi. Le Sénat a pu se prononcer contre des propositions du Président, mais sans incidence sur le texte proposé au vote du CA. On a également connu la présence de vigiles, les recours au TA, etc. Ceci montre les tensions et le déficit de prise en compte des avis des collègues. Leur démotivation est flagrante.

Exemple de la gestion des primes des personnels : mise en place de l'IPAGE pour 200 agents, prime de l'Agent Comptable et du DGS à la discrétion du Président, etc. Les primes créent surtout des tensions, et la mise en place du RIFSEEP des ITRF dans les mois à venir ne se fera pas sans soucis.

Gel de poste en 2013 : conséquences dramatiques sur l'engagement des collègues, affaiblissement des capacités de l'établissement, impacts sur la qualité de l'enseignement.

Rigidité des structures : seul le Président peut proposer des VP, séparation recherche-enseignement préjudiciable, structuration trop rigide. Il y a un véritable besoin de faire dialoguer les savoirs. Eloignement des centres de décision, asservissement aux logiciels, dématérialisation des contacts humains.

Etat des lieux des élections : la liste MUTZENHARDT est arrivée en tête chez les enseignants-chercheurs, mais 3^{ème} chez les BIATSS (48% des personnels). Situation budgétaire tendue (les Contrats d'Objectifs et de Moyen devraient inclure de la réciprocité), chasse au budget, enveloppes EMEB pour l'énergie parfois difficiles à comprendre, désengagement de l'Etat et de l'Université. Vision purement comptable de l'enseignement, tensions entre enseignants et BIATSS (il faut réfléchir aux périmètres de postes).

Son programme : véritable parité hommes-femmes partout (aujourd'hui, le pilotage c'est 36/45 hommes), remettre l'humain au centre du dispositif, libérer le CA pour lui donner un rôle plus stratégique, augmenter le nombre de BIATSS VP, renforcer le poids des personnels techniques dans les Conseils, placer l'ensemble des doctorants dans un seul



collège électoral, donner plus de place aux contre-pouvoirs, aller vers un mieux-disant social, politique indemnitaire raisonnée, pas d'augmentation des frais d'inscriptions des étudiants, développer l'accueil des étudiants et enseignants migrants, université plus imaginative et solidaire.

Présentation de Y. GRANJON

Concentration sur quelques points de son programme : vision stratégique à long terme, méthode et nouveaux modes de pilotage, leviers concrets et priorités.

Faire de l'UL un établissement européen de référence dans le domaine de la création de solutions durables face aux grandes mutations de la société. Ceci tient à la couverture quasi exhaustive de tous les champs de savoir dans l'UL. Or les connaissances à mettre en œuvre sont transdisciplinaires et c'est à leur interface que naissent les solutions. L'UL est centrée au cœur de l'Europe, et possède un capital humain extraordinaire.

Pour déployer ces richesses, il faut changer la gouvernance : faire confiance, libérer les énergies, fonctionner en mode projet, par le dialogue, avoir une organisation plus souple, alléger la bureaucratie. Exemple : confiance, qualité de vie au travail, responsabilité. Créer des maisons de projet, mettre en place un dialogue sur les projets, et des contrats de projets. Sécuriser en mode pluriannuel les dotations aux formations et à la recherche. Augmenter dès 2018 les dotations aux collégiums. Renforcer démocratie et collégialité. Le CA doit se concentrer sur les décisions stratégiques, et faire confiance aux Conseils et Comité en amont. Priorité à la réussite étudiante : tout étudiant doit être conduit le plus loin possible en fonction de ses aptitudes et de son projet personnel. Renforcer formation à distance et tout au long de la vie, les rendre attractives. Mieux accueillir physiquement les étudiants étrangers. Santé des étudiants, logement, etc. : on peut/doit faire mieux. Se poser ensemble la question de la structure de l'établissement : est-ce que Pôles Scientifiques et Collégiums sont la bonne solution ? Prendre en compte les grands enjeux territoriaux, et ne pas tout centrer sur Nancy et Metz. Carrière et régime indemnitaire des BIATSS : il faut remettre à plat ce qui se fait, assurer l'équité de traitement entre contractuels et titulaires, des corrections doivent être apportées avec le CT, à faire rapidement. Mieux accueillir les jeunes collègues. Donner une nouvelle dynamique à l'international.

Présentation de JL GUEANT

Déjà porteur de listes il y a 5 ans. Candidature dans la continuité de la précédente, basée sur un constat : c'était un challenge de réaliser la fusion. Quatre grands points dans son programme.

Placer la formation au cœur de ses ambitions, mobiliser tous les savoirs, établir des parcours attractifs. Définir avec l'étudiant quel est son projet, évaluer son potentiel, proposer des parcours adaptés (sur plusieurs sites éventuellement). Renforcer l'attractivité en master et doctorat. Se doter de nouveaux outils d'appui à la professionnalisation (alternance, etc.). Recruter des Pr et des MCF sur statut spécifique associé pendant 5 ans notamment dans les IUT (moins coûteux que des vacataires).

Renforcer les synergies en matière de recherche, sur les projets nationaux et internationaux. Il faut aussi se concentrer sur l'émergence. Il faut réussir l'ISITE. Ce dernier doit être au service de la stratégie de l'UL. Il faut faire mieux et plus dans le domaine des ERC. Renforcer l'attractivité du statut d'enseignant-chercheur.

Décloisonner la gouvernance, simplifier les processus administratifs, améliorer la vie universitaire. Réaffirmer le rôle premier des conseils, qui auront plus de temps pour réfléchir sur la stratégie. Renforcer le Sénat car il est l'émanation de tous les conseils. Si un vote défavorable a lieu au Sénat, il faut en tenir compte. Avoir un VP du Sénat.



Renforcer la subsidiarité. Mettre en place des états généraux la première année pour réfléchir sur la simplification des processus. Renforcer le sentiment d'appartenance à l'UL des personnels. Revenir sur la structuration Pôles/Collégiums car elle induit un cloisonnement. On peut améliorer le dispositif (meilleure coordination, commissions mixtes, revoir les périmètres). Mettre en place une auto-évaluation indépendante du pouvoir politique (Sénat ?). Limiter les PPP. Placer la qualité de l'environnement de travail et l'humain au cœur du dispositif. Renforcer le rôle du CHSCT.

Développer les partenariats : région Grand Est : revoir la lettre de cadrage. Renforcer les partenariats avec le CHRU et l'environnement institutionnel et socio-économique. Développer les partenariats universitaires au sein de la Grande Région, définir des parcours européens en alternance.

Présentation de PM

Bilan : une université fonctionnelle et organisée, répondant à ses missions. Nouveau modèle économique et SI partagé pour le pilotage. Harmonisation des statuts et conditions de travail des personnels. Mise en place d'une stratégie partagée avec les Pôles et Collégiums. Retour à une trajectoire financière équilibrée et relance de l'investissement. Plan campus, bâtiment IJL relancés, déménagements en cours. Politique numérique à la pointe de la technologie. Université plus attractive (+8 000 étudiants en 4 ans). Université en lien avec le territoire, et engagée dans un partenariat gagnant-gagnant. Reconnaissance : entre autre par l'ISITE, mais beaucoup d'autres. On est présents dans les classements (Shanghai, etc.).

Des points de vigilance et de correction : place de chacun dans le système (essentiellement BIATSS en services centraux), lourdeur de fonctionnement, manque d'agilité. Nécessité d'évolution du travail des conseils.

Projet : continuer et améliorer la trajectoire prise. Etre exemplaire en termes de missions, au niveau national, redonner du temps à nos missions principales. Etre une université engagée dans la société. On est dans les 3 employeurs principaux de Lorraine. Se mettre dans des schémas de développement durable et renforcer notre rôle sociétal. Etre plus solidaires en recherche formation (géosciences, bois, etc.). Renforcer notre contribution au développement économique des territoires, donner un cadre de vie propice aux personnels et étudiants, favoriser un équilibre vie privée – activité professionnelle. Etre ambitieux : en formation, en recherche, dans nos relations à la société. Nous sommes déjà une université européenne de référence, renforcer la pluridisciplinarité, être entreprenants et innovants. Attirer les talents : étudiants, professeurs, personnels administratifs. Former plus de docteurs, renforcer les collaborations internationales, augmenter l'accès des lorrains au supérieur. Simplifier nos procédures, conforter le rôle du Sénat, interroger nos pratiques de subsidiarité. Etre un démonstrateur dans la transformation par le numérique : e-administration, service aux personnels et usagers, engager de nouvelles pratiques professionnelles, on doit être démonstrateurs. Trois défis à relever : augmentation du nombre d'étudiants, parcours plus individuels, réussite de LUE, transition énergétique et patrimoine universitaire.

Une équipe politique renouvelée, plus transversale et plus profonde.

Questions-réponses

Représentant étudiant : les étudiants locaux sont issus de toutes les catégories sociales, le territoire a été fort de toutes les immigrations successives. La formation supérieure était porteuse d'espoir auparavant, l'ascenseur social fonctionnait. Exigence républicaine ne semble pas une priorité pour nos candidats. Le nouveau gouvernement veut aller plus loin dans la sélection, dans la concurrence, dans l'augmentation des frais d'inscription. Il voit essentiellement dans les propositions des candidats des aspects comptables... Lui



voit des étudiants qui empruntent pour leurs études, qui ne les terminent pas, qui n'ont pas de perspectives de travail après leurs études, etc.

CB : tout à fait OK, ne sait toujours pas ce qu'est une université d'excellence. Une partie de l'UL se sent certainement représentée par le discours d'excellence, mais il faudrait revenir à la réalité du terrain.

YG : le bac est le premier grade universitaire en France, et on ne gère pas assez avec le secondaire la transition bac-supérieur. Ne pas amener les étudiants par cohortes dans des formations de masse sans débouchés par la suite. Tout bachelier doit avoir sa place dans l'enseignement supérieur, qui ne doit pas être un luxe. La licence doit conduire à un vrai apprentissage, en lien avec le milieu socio-économique. Il faut rendre toutes les licences professionnalisantes.

JLG : le constat présenté est partagé. Ne pas augmenter les frais d'inscription. Très sensible à l'ascenseur social. Ne pas mettre les étudiants en situation d'échec. Il faut que l'UL soit meilleure dans l'accompagnement des étudiants. Renforcer les passerelles, l'alternance.

PM : conscient de la précarité des étudiants. Toutefois plus de bourses ont été distribuées les dernières années. L'UL accompagne quand elle peut, mais cela doit se faire aussi avec l'environnement : CROUS, partenaires, etc. Notre insertion professionnelle est bonne, voire très bonne. On accueille plus d'étudiants de classes modestes.

Représentant du collège B : pouvez-vous préciser les modifications que vous voulez apporter au fonctionnement du Sénat?

CB : créer un conseil académique à l'UL. Ce dernier aurait un VP, un rôle bien déterminé par rapport au CA. Ce serait plus souple que de renforcer le rôle du Sénat.

YG : Conseil académique pourquoi pas, mais à inscrire dans le long terme. Pour le moment, formaliser le rôle du Sénat tel que décrit dans le Décret. Le faire présider par quelqu'un d'autre que le Président. Qu'il s'occupe de la promotion locale. Un CA qui dure toute une journée, cela pose question.

JLG : le Sénat est le seul conseil qui représente l'ensemble des personnels et où on peut discuter des grands enjeux stratégiques. Les enjeux doivent être retravaillés s'il n'y a pas de majorité. Lui donner un rôle d'observation : fournir des indicateurs, établir une analyse (SWOT) de notre fonctionnement. Le VP Sénat ne doit pas appartenir à l'équipe présidentielle.

PM : le Sénat doit s'occuper de questions transverses. Animation à revoir, car le projet d'établissement sera à bâtir très rapidement. Sinon le Sénat a donné son avis quand il le fallait.

Représentante du collège B : quel politique pour la Formation tout au long de la vie ?

CB : symptomatique de son analyse : les personnes ne sont pas suffisamment engagées, il faut les remotiver et leur donner la possibilité de monter des projets, donc augmenter les décharges de service.

YG : la FTLV a un rôle fondamental : université de la 2^{ème} chance, aide à changer de métier, etc. Inscrire cela dans les nécessités de service des enseignants. L'UL offrira d'autant plus ses services dans ce domaine que cela collera bien avec son ambition collective. Jouer sur la formation à distance et en décalé dans le temps.

JLG : enjeu majeur inscrit dans la loi, notamment dans les métiers de santé. On est dans un mode compétitif, car des organismes privés sont également sur ce créneau. Il faut répondre à cette mission. Les initiatives qui se mettent en place au niveau des composantes doivent voir un retour sur investissement. Ne pas oublier aussi la formation des personnels.



PM : pour les personnels, notre catalogue de formation est très bon, les organisations syndicales le reconnaissent. Pour la FTLV, changement culturel effectivement. Il y a des secteurs qui marchent bien, d'autres dans lesquels la FTLV doit se développer. Ce n'est pas à la FTLV de payer la formation continue.

Représentante des personnalités extérieures : propose un ressenti des présentations par une personne extérieure. Aurait aimé que CB mette du positif dans sa présentation. Pour YG, l'Europe oui, mais quelle feuille de route. A entendu une amorce sur le monde socio-économique par JLG, plus développé chez PM. Si elle revient à son quotidien, constate que l'entreprise est souvent le lien entre la formation UL et l'étudiant. Car tout de même, c'est le rôle de l'Université que l'étudiant trouve un travail. Pour les 2 premiers candidats, quelle est leur vision sur le monde socio-économique ?.

CB : voulait mettre l'accent sur les aspects qu'il faudra traiter rapidement dans la nouvelle mandature. Ne se sent pas informé des articulations UL - monde socioéconomique comme pourrait l'être quelqu'un qui n'est pas déjà Président de l'UL.

YG : généraliser la formation par alternance, impliquer plus les entreprises dans la formation, les maisons de projets qu'il propose doivent aussi servir de porte ouverte pour les entreprises.

JLG : c'est fondamental. En plus de l'alternance, impliquer les professionnels via ce partenariat de 5 ans.

PM : taille de la Région Grand Est importante. Nous avons adhéré à tous les Pôles de Compétitivité de la Région récemment.

Représentant des personnels BIATSS : question principalement pour PM. Sa liste est 3^{ème}/4 chez les BIATSS, il n'aurait donc pas donné envie aux BIATSS de voter pour lui. Quelle est son analyse ? Pour tous, comment impliquer plus les BIATSS dans l'établissement ?

PM : les élections étaient un peu nouvelles, car listes accompagnant les candidats présidents pour la première fois. Seule sa liste BIATSS était non syndicale. N'a pas eu l'impression en rencontrant d'autres élus qu'ils étaient contre sa politique. A fait de gros efforts : revalorisation du régime indemnitaire (on aurait pu ne pas en faire et ne pas geler des emplois à la place). Les dispositifs actuels vont souvent s'inscrire dans le RIFSEEP. Les systèmes de primes sont transparents. Ce sont les BIATSS qui ont le plus souffert de la fusion, certains cherchent leur positionnement (il faut travailler dessus). La GPEC a été lancée et les aidera à mieux se sentir.

JLG : on a beaucoup insisté sur le régime indemnitaire. Considère que les syndicats ont leur rôle à jouer dans la représentation, et a donc fait le choix de ne pas avoir de candidats BIATSS. Témoigne que les BIATSS, au CS par exemple, ont une excellente connaissance des dossiers. Pour les contractuels, il faut réfléchir à leur devenir, utiliser la loi Sauvadet.

CB : plutôt favorable aux VP BIATSS, a déjà travaillé avec des collègues au CA et ne comprend pas ce décalage de représentativité entre les personnels et les EC (4 contre 12). Le rééquilibrage doit être à faire, mais cela concerne le décret. Dans les autres conseils on peut tout de même rééquilibrer. Il faudra aussi être vigilant aux situations des personnels qui sont en souffrance, mais ne veulent pas se faire connaître de la hiérarchie ou de l'UL.

YG : rappelle que sa plateforme a été construite en allant à la rencontre de l'ensemble des personnels, car les BIATSS c'est effectivement la moitié des personnels. N'a pas constitué de listes BIATSS, mais la liste UNSA ITRF Bio est ensuite venue s'associer à lui.



Sur la qualité de vie des personnels BIATSS, il y a plusieurs points fondamentaux : reconnaissance, confiance, valorisation, implication dans les projets.

Représentant du Collège B : 1 courte question pour chacun des candidats : CB : comment rééquilibrer les fonctions BIATSS/enseignants ? YG : comment assurer la pluriannualité des financements de recherche alors qu'on est dans l'annualité des budgets... JLG : quel statut juridique transfrontalier des étudiants ? PM : envisage-t'il de mener une réflexion sur le télétravail ?

CB : définir mieux les périmètres d'activité entre personnels et enseignants : ces derniers font parfois des tâches de personnels BIATSS, parfois c'est le contraire. Tout cela est à clarifier. Sur les VP, il faudrait augmenter le nombre de VP BIATSS.

YG : tous les ans entre la lettre de cadrage budgétaire (juillet) et le vote du budget (décembre), tous les responsables de composantes, Pôles et Collégiums, etc. tendent le dos pour savoir comment ils vont boucler leur budget. Il faut que l'UL garantisse un socle pluri-annuel à chaque composante, même si cela implique une prise de risque.

JLG : un étudiant en alternance ne sera pas dans la même situation juridique selon où il se trouve dans la grande région. Il faut corriger cela avec un statut commun transfrontalier.

PM : télétravail peut être une piste. Une discussion à avoir avec les syndicats sur le sujet. Il faudra se réorganiser dans les années à venir, il ne faut pas que les gens se sentent exclus.

Représentant du Collège A : la recherche a été traitée de façon très différenciée selon les candidats. Quelle stratégie dans le domaine de la recherche ? Où va-t-on chercher les moyens ?

CB : construction à établir par le bas. Lancer des états généraux de la recherche. On croule sous les appels à projets, il faut travailler sur une stratégie d'information des collègues.

YG : vision pour l'UL dans le domaine de la création de savoir c'est bien faire de la recherche l'organe principal qui assure cela. On doit plus impliquer les laboratoires dans l'établissement de l'offre de formation. Pour ce qui est d'augmenter la dotation aux Collégiums, on ne les prend pas sur la recherche, mais en dégageant des marges de manœuvres.

JLG : grande inquiétude sur la recherche, et profite de l'arrivée de la représentante de la Région Grand Est pour redire qu'il faut revoir la lettre de cadrage de la Grande Région, car cela se passait mieux avec la région Lorraine. Il faut également travailler nos dossiers dans le domaine du PIA. Réfléchir sur la façon dont on pourrait être meilleurs dans l'articulation Pôles / Collégiums.

PM : LUE, ingénierie de projet, sont des domaines qui fonctionnent bien. Les relations avec le numérique également. On manque de moyens pour l'ESR, mais cela c'est national. Il ne sait pas comment on peut dégager des marges de manœuvre car si on modifie les équilibres, on crée des soucis ailleurs.

Représentant étudiant : problème des bourses au mérite, du tirage au sort légitimé par le gouvernement, renforcement de l'apprentissage sur lequel on veut jouer. En ce qui concerne la démocratie universitaire, il voudrait un VP étudiant élu librement. Le Bonus Engagement Etudiant est soumis à la composante, donc peu appliqué dans certaines. Problème des locaux syndicaux. Nombre d'élus étudiants au CA seulement 4, alors que d'autres universités de la même catégorie de taille sont à 5 ou 6.



CB : sur le tirage au sort, il faut revoir l'articulation entre la loi et son interprétation locale. Gérer les dossiers par ordre d'arrivée, surtout quand les étudiants ne sont pas au courant, ce n'est pas normal. L'autonomie des universités est un leurre : on peut faire ce qu'on veut, mais avec des financements limités et une loi encore très encadrante. Sur la démocratie tout à fait d'accord pour que le VP étudiant soit proposé par les étudiants. Sur les élus, il partage aussi l'avis de l'augmenter.

YG : le tirage au sort le scandalise. Une banque de stage est une composante essentielle de l'offre de formation, cela doit passer par ce type d'outil. Sur l'élection du VP étudiant, le Président n'a pas à désigner un tel VP. Le CF+CVU pourraient l'élire.

JLG : également contre le tirage au sort, et pour la collégialité du choix du VP. Locaux cela paraît évident, et quant aux nombre d'élus, effectivement pourquoi ne pas faire comme les autres ?

PM : le tirage au sort est scandaleux, mais peut-on accueillir tout le monde ? Apprentissage oui, mais à voir avec la Région. Le choix des VP c'est pour la cohérence de l'Établissement. Bonus étudiant : il s'agit de respecter le choix des jurys, mais on va retravailler dessus. Sur la composition du CA, on a voulu laisser de la place aux extérieurs, les étudiants, il y en a déjà beaucoup au CF ou au CVU.

Conclusions (5 minutes chacun)

CB : force de l'université, ce sont ses membres. Il ne faut pas se baser que sur l'excellence. Revenir aux fondamentaux de l'Université.

YG : sera de toute façon élu au CA, et s'investira dans l'établissement quoi qu'il arrive. On doit s'inscrire dans le Grand Est, on doit avoir une stratégie claire. Nous devons être en ordre de marche pour épouser la logique territoriale. En interne, s'interroger sur l'action politique et l'action administrative. L'équipe de Présidence doit vraiment être composée de politiques.

JLG : reconnaît le travail accompli. Des indicateurs montrent que l'UL est sur le bon chemin, mais elle est perfectible. Elle doit encore progresser. Des propositions alternatives sont possibles, c'était important de le proposer. La collégialité est un item fondamental, le Président, quel qu'il soit, devra écouter les autres listes. Prenant acte des résultats, il annonce retirer sa candidature à la Présidence.

PM : présente à la fois un bilan mais aussi l'envie de continuer à avancer. 35% des votes exprimés ont montré que le bilan était apprécié, notamment au niveau des personnels enseignants-chercheurs. La communauté a envie de porter une vision positive de l'établissement, mais sans le bousculer, il faut savoir se projeter vers l'avenir en étant ancrés dans la réalité.

Vote :

C. BENZITOUN : 2

Y. GRANJON : 5

P. MUTZENHARDT : 20

Nuls/blancs : 3

P. MUTZENHARDT est réélu Président de l'Université de Lorraine.



Le SNPTES remercie l'ensemble des candidats pour leurs présentations et les échanges qu'il a eu avec eux. Il tient à féliciter P. MUTZENHARDT pour sa réélection.

Le SNPTES a toujours été lucide, au CA le faible nombre d'élus (4/30) et le mode de scrutin qui favorise la répartition des sièges entre les listes (alors même que nous réalisons un score supérieur à 2 fois celui de la liste arrivée 4^{ème}), ne permettent pas aux représentants BIATSS, sauf cas exceptionnel, de peser véritablement sur le choix du Président de notre Université.

La présence pour la première fois de listes BIATSS soutenant officiellement un candidat a pu donner à ce sujet de faux espoirs aux électeurs, mais n'a fait que morceler la représentation des collègues.

Ces dernières semaines le SNPTES a rencontré l'ensemble des candidats à la Présidence. Chacun d'entre eux fait le constat de la nécessité de rendre sa place au travail d'équipe et à la collaboration dans notre Université mais tous proposent des solutions différentes : transversalité, décentralisation... Aucun ne s'est avancé clairement sur une vision politique des emplois et des carrières (postes, concours et recrutements, promotion interne, régime indemnitaire...).

Force est de constater **qu'aucun des programmes n'a complètement convaincu le SNPTES.**

Dans ces conditions le SNPTES a décidé de **s'abstenir** lors du vote sur le choix du Président de l'Université. Il reviendra maintenant à nos élus BIATSS dans les différents conseils de porter avec pragmatisme, force et conviction vos revendications. Vous pouvez compter sur eux.

2. Délégations du CA au Président de l'Université de Lorraine

DGS : C'est un point formel, qui permet simplement à l'UL de fonctionner jusqu'au prochain CA (13 juin 2017). Le périmètre n'est pas modifié par rapport à celui voté au précédent CA.

Vote : unanimité pour.

Fin du CA à 13h10

Votre élu SNPTES au CA de l'UL, Bernard DUSSOUBS